



HAL
open science

Les Jeux Olympiques face à la barbarie - Munich 1972

Jacques Aben

► **To cite this version:**

Jacques Aben. Les Jeux Olympiques face à la barbarie - Munich 1972. Corps, Sport et Jeux, Comité des Travaux Historiques et Scientifiques (CTHS), May 2024, Aubervilliers (Maison des sciences de l'Homme Paris Nord), France. hal-04584680

HAL Id: hal-04584680

<https://hal.science/hal-04584680v1>

Submitted on 23 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

148^e CONGRÈS NATIONAL
DES SOCIÉTÉS HISTORIQUES
ET SCIENTIFIQUES

CORPS Sport ET JEUX

21
24
MAI
2024

CAMPUS CONDORCET
AUBERVILLIERS

© Laurence Manol & Philippe Rozot





Cette page de titre m’a naturellement été suggérée par le titre de ce congrès, que j’ai « anagrammisé ».

Elle peut choquer certains, mais j’ai la conviction que nous devons affronter la réalité, surtout quand elle est laide.

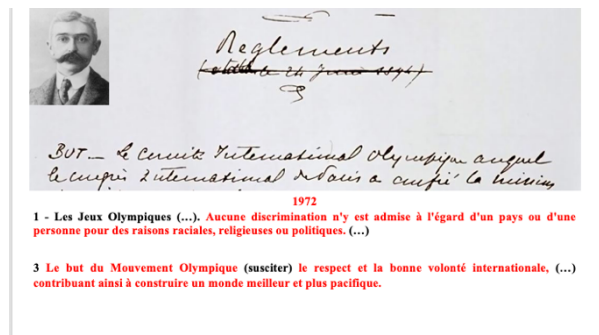
Le règlement des Jeux, d’abord dans le brouillon de Pierre de Coubertin, puis, en rouge, dans la version à jour pour les Jeux de 1972.

On peut y lire :

« Aucune discrimination n’y est admise à l’égard d’un pays ou d’une personne pour des raisons raciales, religieuses ou politiques » – nous savons que c’est faux, puisque le comité olympique de Palestine, créé en 1934 et recréé en 1986, n’a été reconnu qu’en 1995 par le comité international olympique et n’a pu défiler avec sa propre bannière qu’en 2012.

Et plus loin :

« Le but du Mouvement Olympique : construire un monde meilleur et plus pacifique. » Ce qui s’est passé à Munich en 1972 montre que c’est un échec.



Et néanmoins, c’est la fête des jeux : 121 équipes, 7154 athlètes, au moins 80 000 spectateurs sur place, et des dizaines ou des centaines de millions dans le monde, sans compter le soleil qui brille sur le stade.

Sauf que la fête va être gâchée le 5 septembre.
50 ans plus tard, Le Parisien titrait : « La fin de l'innocence ».

Mais y a-t-il jamais eu innocence ?

En parcourant la littérature sur ce sujet, on voit bien que non, puisqu'il y est question, partout, des relations inévitables, et souvent vénéneuses, entre la politique et le sport.



Ceci constaté, mon propos s'organisera en trois points.

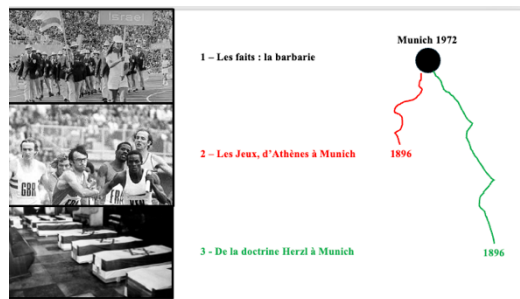
D'abord je ne peux pas éviter de dire quelques mots sur les faits, c'est-à-dire sur la barbarie, négation absolue de l'ambition proclamée de « construire un monde meilleur et plus pacifique ».

Ensuite vient la question : comment en est-on arrivé à cette barbarie, à cet endroit-là, à cette-date-là ? Je partirai de l'idée que cet événement constitue une occurrence, c'est-à-dire la

rencontre entre deux séries causales indépendantes l'une de l'autre, en un lieu donné, Munich, à une date donnée, 1972.

Première question : comment, par quels hasards de l'histoire globale, les Jeux Olympiques, partis d'Athènes en 1896, sont-ils arrivés à Munich en 1972 ?

Deuxième question, comment le question de la Palestine, partie d'Autriche en 1896 – aussi -, a-t-elle conduit à cette barbarie, à Munich et en 1972 ?



1 – Les faits : la barbarie

Les faits commencent à l'intérieur de l'enceinte de ce village olympique de Munich, vers 4 heures du matin, par l'intrusion, d'un commando de l'organisation Septembre-Noir, en tenues de sport avec des sacs de sport portant de l'armement.

Curieusement, il a été aidé par des athlètes canadiens en goguette, croyant avoir affaire à d'autres athlètes, eux-aussi en goguette.

Les terroristes pénètrent dans des appartements attribués à la délégation israélienne, tuent deux de ses membres qui voulaient s'interposer et prennent 9 athlètes en otages. Heureusement, 17 autres réussissent à s'enfuir.

A 5h08 les terroristes informent la police de leurs revendications : libération de plus de 250 palestiniens jugés pour terrorisme et emprisonnés en Israël ; libération de deux terroristes allemands de la Fraction armée rouge, Ulrike Meinhof et Andreas Baader, emprisonnés en Allemagne ; un avion pour emmener le commando, les otages et les deux Allemands au Caire.

Évidemment, les autorités israéliennes ont été informées. La réponse de Golda Meir, le premier ministre, est un NON catégorique ; le gouvernement israélien ne négocie jamais avec les terroristes !



Village olympique
5 septembre 1972, entre 4 et 5 heures du matin

Ils ajoutent qu'après 9 heures, ils tueront un otage toutes les heures, tant que leurs revendications ne seront pas satisfaites.

Évidemment aussi, les autorités allemandes ont constitué une cellule de crise, avec le chef de la police de Munich, Schreiber, le ministre de l'intérieur fédéral Genscher et le ministre de l'intérieur de Bavière, Merk.

Mais ces gens n'ont aucune expérience de la gestion de ce genre de crise. D'ailleurs, jusqu'à cet instant, les autorités allemandes n'ont pas du tout pris en considération la question de la sécurité des jeux.

Évidemment encore, la police est envoyée sur place, mais elle n'est pas préparée à conduire une action de force contre un tel commando.

Elle n'a pas l'entraînement et elle n'a pas les équipements nécessaires.

Le résultat, c'est que tout se termine à une heure du matin, dans un invraisemblable désordre, par un bain de sang : 9 athlètes, 1 policier, 5 terroristes sont tués, 3 terroristes sont capturés, dont les Allemands ne sauront pas trop quoi faire.

Le seul élément positif de ce fiasco, c'est qu'il donnera l'idée de créer en France et en Allemagne des unités de police dédiées à ce type de gestion de crise. En France, ce sera le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale ou GIGN.



2 - Les Jeux, d'Athènes à Munich

Donc cette première chaîne causale commence à Athènes et en 1896. Le lieu était symboliquement inévitable ; la date était la première possible, puisque la création du Comité international olympique ne date que de 1894.



En 1910, après Paris, Saint-Louis, Londres et Stockholm, rien ne s'opposait à ce que Berlin soit désignée pour les jeux de 1916.

Si ce n'est qu'en 1916, les Allemands étaient très occupés à Verdun.

Paris est revenue en 1924, plus tôt que prévu, simplement parce que pour les Français et les Britanniques, l'Allemagne devait encore payer, y compris en étant privée de jeux.

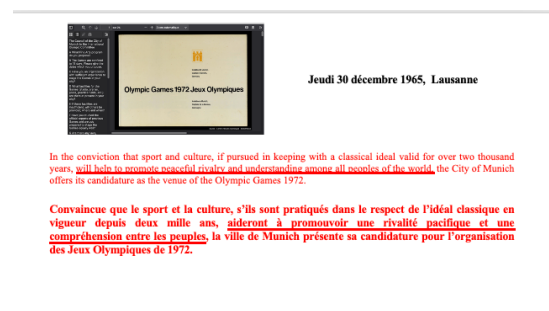
Mais en 1936, personne ne pouvait, ni ne voulait,

s'opposer à la volonté de revanche du chancelier Hitler.

Pourtant, depuis 1933, il existait des preuves patentes que le régime hitlérien ne respectait pas les principes de l'Olympisme. L'ironie de l'histoire c'est que ces preuves se trouvaient à Dachau, donc à Munich. Si l'on avait voulu une nouvelle preuve de ce non-respect des principes, le déroulement des jeux, avec l'affichage d'un racisme militant, l'aurait apportée.

Inévitablement, la Deuxième Guerre mondiale a suspendu l'olympisme.

Pour 1972, après Tokyo et Mexico, le choix de l'Europe semblait s'imposer. Et Munich, contre toute attente, a déposé sa candidature le 30 décembre 1965. La ville tablait sur une alliance



entre culture et sport qui, selon ses termes « aideront à promouvoir une rivalité pacifique et une compréhension entre les peuples ». Le projet de Munich était bien « politiquement correct » pour le CIO. Munich a donc été choisie, ce qui a permis à l'artiste Pierre Soulage de produire cette affiche, avec la couleur noire qui a fait sa célébrité. Mais certains voudront voir dans ce choix une prémonition ou un signe du destin.

3 – De la doctrine Herzl à Munich



Tout commence par ce livre, *L'Etat juif*. Theodor Herzl, son auteur, considère que les Juifs sont maltraités partout, chassés de partout, et donc qu'ils ne seront en sécurité que dans un État juif, qu'ils pourront défendre par les armes, s'il le faut.

Il faudra deux guerres mondiales et nombre de promesses, pour que ce souhait se réalise légalement, grâce à la résolution 181 de l'assemblée générale des Nations Unies, qui

accepte un projet de partage de la Palestine en deux États. Le 14 mai 1948, après le départ des Britanniques de Palestine, David Ben Gourion déclare l'indépendance d'Israël.

Mais le 15 mai, ses voisins arabes ont lancé une attaque pour effacer Israël de la carte. Simplement, leurs troupes n'étaient pas à la hauteur de cette ambition et ils ont été vaincus.

Les Palestiniens ont été poussés à quitter les zones de combat. 700 000 se sont retrouvés dans des camps, dans divers pays et au moins 300 000 se sont retrouvés en Jordanie. C'est ce que l'on a appelé « Nakba », qui est l'équivalent en arabe de l'hébreu Choah.

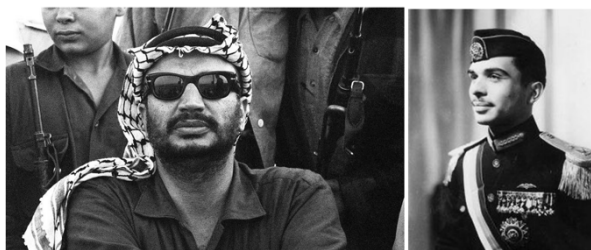


שואה ⇔ נקבה

La communauté internationale s'est émue, et l'ONU a « prié » les protagonistes de permettre le retour des réfugiés.

Rien ne s'est passé. Les Israéliens étaient prêts à accepter ce retour pour un contingent de réfugiés, en échange d'un traité de paix. Mais les États arabes ne voulaient que le retour à la situation initiale. La question s'est aggravée avec la guerre des 6 jours en 1967. Cette fois l'ONU a « exigé » le retrait des forces israéliennes, qui avaient conquis la Cisjordanie et Gaza, et provoqué un nouvel exode. A ce moment-là il y avait environ 1 500 000 Palestiniens en Jordanie. Mais Israël n'a pas appliqué cette résolution, et a continué son occupation jusqu'à aujourd'hui. La solution à deux États s'est éloignée, ce qui a poussé la résistance palestinienne vers la radicalisation.

A la suite de la guerre, l'organisation de libération de la Palestine, qui était installée en Cisjordanie, s'est déplacée à Amman. Là elle a réalisé que les Palestiniens réfugiés étaient plus



Yasser Arafat et l'OLP
« règnent » en Jordanie, 1967-1970

Hussein ben Talal
« tente » de gouverner

nombreux que les Jordaniens de souche. Ils ont alors exigé la liberté de conduire des actions en Israël, depuis le territoire jordanien. Le roi Hussein a tenté de louvoyer entre la souveraineté nationale et la solidarité arabe. En conséquence, il a subi plusieurs tentatives d'assassinat.

Le 12 septembre 1970, le Front populaire de libération de la Palestine, dirigé par Georges

Habache, a détourné et dynamité trois avions de ligne à Zarka, donc en Jordanie. Cette action terroriste, particulièrement spectaculaire a été déterminante pour la suite

Même s'il n'y a pas eu de victime, Hussein en a pris immédiatement prétexte pour remettre de l'ordre dans son royaume, en faisant bombarder les camps palestiniens. Bilan : 3500 morts selon les comptages officiels, 10 000 à en croire la résistance palestinienne. C'est d'abord cela que l'on a appelé « septembre noir ». L'OLP a été obligée de quitter la Jordanie pour Beyrouth. Et en 1982, menacée par l'entrée des troupes israéliennes au Liban, elle sera exfiltrée vers Tunis par la flotte française.



Le désespoir qui en a résulté chez certains militants du Fatah de Yasser Arafat, et du FPLP de Georges Habache, les a poussés à créer, dès 1970, un mouvement de résistance encore plus radical et, naturellement, ils ont choisi de l'appeler « Septembre Noir ».

Voulant réaliser rapidement des actions spectaculaires, et sachant qu'Israël envoyait toujours des athlètes aux jeux olympiques, ils avaient une occasion rêvée avec les jeux de 1972, dont ils savaient depuis 1966, comme tout le monde, qu'ils auraient lieu à Munich.

Les deux séries causales pouvaient donc converger.

Épilogue

A la fin de cet exposé, la question qui se pose inévitablement du point de vue de l'olympisme, c'est : après la tuerie, que devait faire le mouvement olympique pour être à la hauteur ? Que devait faire le comité international olympique ?



Il y a bien eu une cérémonie d'hommage et de condamnation de ce crime, comme le montre le drapeau en berne. Mais au cours de son discours, le président du CIO, Avery Brundage n'a jamais fait allusion aux athlètes tués.

Il y a eu un appel de nombreuses organisations en faveur de l'arrêt des jeux, pour que la communauté olympique manifeste ainsi sa solidarité aux Israéliens,

mais aussi aux juifs du monde entier. Avery Brundage a répondu « Les jeux doivent continuer ! ».

Il faut dire qu'il était en fin de mandat et qu'à l'occasion de ces jeux, il avait été humilié, par les pays africains qui l'avaient obligé, sous la menace d'un boycott général, à refuser une place à la Rhodésie, en invoquant sa pratique de l'apartheid.

Il faut dire aussi, que Brundage s'était fait une réputation d'antisémitisme, qu'elle soit fondée ou pas. Pour autant la question de la pertinence d'un arrêt des jeux reste pendante.

Si l'on peut comprendre la décision de 1972 au regard des enjeux à prendre en considération, il est plus difficile d'admettre le refus du CIO en 2012, face à la demande des veuves, alors que la tenue des jeux n'était pas en balance.



Il a fallu attendre 45 ans pour que soit créé un mémorial à Munich, avec cette figuration du lien entre l'olympisme et les victimes. Mais c'est un mémorial voulu par la ville de Munich et par l'Allemagne, pas un mémorial olympique.

